LE PRIX COURANT

(THE PRICE CURRENT)
REVUE HEBDOMADAIRE

Commerce, Finance, Industrie, Assurance, Propriété Immobilière, Etc.

EDITEURS :

LA COMPAGNIE DE PUBLICATIONS COMMERCIALES
(The Trades Publishing Co.)

25, Rue Saint-Gabriel, - MONTREAL

TELEPHONE BELL MAIN 2547

ABONNEMENT MONTREAL ET BANLIEUE - \$2.50
CANADA ET ETATS-UNIS - 2.00 PAR AN.
UNION POSTALE - - FRS 20.00

Il n'est pas accepté d'abonnement pour moins qu'une année complète.

L'abonnement est considéré comme renouvelé si le souscripteur ne nous donne pas avis contraire au moins quinze jours avant l'expiration, et cet avis ne peut être donné que par écrit directement à nos bureaux, nos agents n'étant pas autorisés à recevoir de tels avis.

Une année commencée est due en entier, et il ne sera pas donné suite à un ordre de discontinuer tant que les arriérages ne sont pas payés.

Nous n'accepterons de chèques en paiement d'abonnement, qu'en autant que le montant est fait payable au pair à Montréal.

Tous chèques, mandats, bons de poste, doivent être faits payables à l'ordre de : "LE PRIX COURANT."

Nous nous ferons un plaisir de répondre à toutes demandes de renseignements. Adressez toutes communications simplement comme suit :

LE PRIX COURANT, Montréal.

FAITES RENTRER LES CREDITS AVANT LES VACANCES

L'an dernier, pendant la saison d'été, le commerce de détail à la ville a passé par une sorte de crise qui aurait pu devenir très sérieuse, si les marchands-détailliers n'avaient pas trouvé auprès de leurs fournisseurs une grande bonne volonté dans l'extension des crédits.

Deux causes principales avaient provoqué cette crise; la première n'existe plus, maintenant que les timbres de commerce ont été heureusement abolis; la seconde est celle dont nous nous occuperons aujourd'hui.

De plus en plus le nombre des citadins qui s'éloignent de la ville pendant la saison chaude va en augmentant. Ce ne sont pas seulement les gens fortunés ou même aisés qui vont à la campagne pendant les mois d'été; beaucoup de familles dont les ressources sont fort limitées partent également de la ville, comme celles qui sont mieux partagées sous le rapport de la fortune.

C'est une partie de la clientèle qui s'en va pour quelque temps. Non seulement les recettes vont diminuer pendant plusieurs mois par la diminution des ventes; mais aussi la gêne du marchand peut venir du fait qu'il aura négligé de faire rentrer les sommes qui lui sont dues avant le départ de la clientèle pour la campagne.

L'an dernier beaucoup de marchands se sont plaints qu'un grand nombre de leurs clients étaient partis en villégiature sans avoir payé leurs dettes et ils invoquaient ce fait comme la cause principale de leur gêne momentanée.

Mais cette gêne, pour plus d'un marchand, a duré plus longtemps que le temps des villégiatures, parce qu'à leur retour leurs clients avaient dépensé à la campagne tout leur revenu.

Nous conseillons donc aux marchands de s'occuper activement et sans plus tarder de faire rentrer les crédits. Ils n'ont pas à se gêner avec des clients qui

ne se gênent guère. Leur intérêt d'ailleurs exige qu'ils ne sacrifient pas leur propre crédit ni même leur situation par une négligence coupable. La crise de l'an dernier doit leur avoir ouvert les yeux et leur faire acquérir une expérience qu'il est utile de mettre à profit.

ASSOCIATION DES BOUCHERS DE MONTREAL

L'assemblée régulière bi-mensuelle de cette société a été tenue le 22 mai au Monument National, sous la présidence de M. Jean Lamoureux.

Parmi la nombreuse assistance nous avons remarqué MM. le Dr G. H. Lacombe, aviseur légal de l'Association, Auguste Prévost, Narcisse Pageau, H. Poitras, Edouard Leduc, Sr., Léon Beaupré, Téléphore Leduc, H. Beauséjour, O. Lépine, Alphonse Demers, H. Pilon, Félix St-Onge, Alfred Leduc, L. Beaucaire, etc, etc.

Après la lecture et l'adoption des minutes de la séance précédente, le président, M. J. Lamoureux demande à l'assemblée de suspendre la marche régulière des affaires pour entendre M. St-Amour qui demande l'appui de l'Association dans ses différends avec la D. B. Martin Co., Limited.

M. St-Amour déclare que l'odeur du fondoir auquel est venu s'ajouter tout dernièrement une manufacture de colle cause un préjudice grave aux propriétaires environnants par suite de la mauvaise odeur qui se dégage de ces fabriques.

Il demande à l'Association de déclarer que la D. B. Martin Co., Ltd., constitue une nuisance publique et fait remarquer incidemment que, selon lui, cette compagnie n'attache pas une grande importance à l'abatage des animaux, mais qu'elle tient surtout à avoir des manufactures; enfin, il suggère à l'Association des Bouchers de construire un Abattoir qu'ils dirigerait eux-mêmes et croit que, dans ce but, des négociations favorables pourraient être faites avec la municipalité de De Lorimier.

M. Auguste Prévost, vice-président de l'Association, considère que, dans l'état actuel des choses, et par suite des affaires que l'Association des Bouchers a à régler avec MM. D. B. Martin Co., Ltd., il vaudrait peut-être mieux, pour le présent, prendre tout simplement en considération les demandes de M. St-Amour.

On aborde ensuite le chapitre des affaires commencées.

Il est constaté que la réclamation de M. A. Dubuc contre M. McNoughton au sujet d'un boeuf contusionné a été réglée à l'amiable.

Une discussion s'engage relativement à la prétendue négligence des inspecteurs aux Abattoirs de l'Est au sujet les suifs. L'inspecteur M. Pilon déclare qu'il fait son devoir et qu'il a de nombreuses preuves à l'appui de son dire, mais que plusieurs bouchers refusent de lui payer la somme de 5 cents qui lui est due pour l'inspection et que, pour cette raison, il ne s'est pas occupé de leurs animaux.

M. A. Prévost constate que la commission des Marchés ne montre aucun empressement à rendre justice aux réclamations faites par l'Association et il remarque chez certains membres de cette commission non seulement de l'indifférence à l'égard des bouchers, mais une hostilité à peine déguisée; aussi, pour ces raisons, il ne se présentera plus à l'avenir devant la dite commission.

On aborde ensuite le sujet de quelques réclamations faites au sujet du mauvais état de certaines petites viandes livrées par l'Abattoir de l'Est aux bouchers. Il ressort de cette discussion que, dans bien des cas, ce prétendu mauvais état ne serait pas causé par la négligence de la compagnie, mais résulterait de ce que certains bouchers n'apporteraient aucun soin dans le transport des dites viandes. MM. L. Beaupré et L. Beaucaire, ce dernier un des plus anciens membres de l'Association qui, croyons-nous, a rempli pendant de nombreuses années la charge d'inspecteur aux Abattoirs de l'Est, déclarent qu'à leur connaissance il y a des